

Les conséquences géopolitiques de l'émergence de
puissances nucléaires militaires en marge de la
communauté internationale

Xavier Manière

November 22, 2006

Contents

I Développement d'une force de dissuasion nucléaire par la Corée du Nord et l'Iran	4
1 Corée du Nord et Iran : les deux derniers représentants de l'axe du mal	6
1.1 Corée du nord et Iran, la stratégie du nucléaire	6
1.1.1 La Stratégie de la Corée du Nord	6
1.1.2 La stratégie de l'Iran	7
1.2 La stratégie du nucléaire pour être "respecté"	7
1.3 L'Iran, la Corée du Nord et les autres : des liens sur le nucléaire qui restent à éclairer	8
2 Corée du Nord et Iran : une même course au nucléaire pour des objectifs différents	9
2.1 Deux situations politiques très différentes	9
2.1.1 Le nucléaire : une condition nécessaire et indispensable à la survie du régime de Pyongyang	9
2.1.2 Le nucléaire : un moyen de devenir un acteur de premier plan au niveau mondial	9
2.2 Enjeux géopolitiques autour de la Corée du nord et de l'Iran .	10
2.2.1 La Corée du Nord : un tampon entre l'ancien bloc communiste et les Etats-Unis	10
2.2.2 L'Iran : un enjeu énergétique et géopolitique	10
3 Enjeux géopolitiques des crises nucléaires impliquant la Corée du Nord et l'Iran	11
3.1 Des "crises" nucléaires très observées	11
3.2 Vers une nouvelle ère de relations internationales	11
II Quelques points de repères chronologiques	12
4 Repères chronologiques concernant la crise nucléaire en Corée du Nord(1989-2006)	13

<i>CONTENTS</i>	2
5 Repères chronologiques concernant la crise nucléaire en Iran(2003-2006)	16
III Revue de presse	19
6 Relations Corée du Nord - Iran	20
7 La Corée du Nord et la gestion de sa politique nucléaire	23
8 Négociations entre les Etats-Unis et L'Iran	25

Présentation du dossier

Ce Dossier est constitué :

1. D'une brève discussion autour du développement d'une force de dissuasion nucléaire par la Corée du Nord et l'Iran.
2. De la récapitulation de points de repères chronologiques importants
3. D'une revue de presse non exhaustive du sujet

Part I

Développement d'une force de dissuasion nucléaire par la Corée du Nord et l'Iran

Problématique

La Corée du Nord, l'Iran et l'axe du mal

En 2002 Georges Bush stigmatisait l'axe du mal qui à l'époque était constitué de l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Aujourd'hui ces deux derniers pays cherchent à se doter de l'arme nucléaire. La Corée du Nord dit vouloir posséder l'arme nucléaire comme arme de dissuasion face à une invasion américaine. En cela elle se rapproche de la doctrine de dissuasion française : l'arme nucléaire doit prévenir une attaque ennemie, et non être utilisée en premier. L'Iran par contre ne se cache pas d'intentions belliqueuses en menaçant d'attaquer Israël. Ces propos traduisent-ils fidèlement les projets de ces deux nations ou sont-ils le résultat d'une politique de communication qui cacherait des desseins plus complexes ? Nous verrons donc tout d'abord les points qui justifient une approche commune du problème du nucléaire militaire de la Corée du Nord et de l'Iran. Puis nous nous attacherons à montrer en quoi ces deux cas diffèrent. Et enfin nous verrons quels sont les enjeux géopolitiques mondiaux de l'escalade vers le nucléaire militaire de ces deux pays.

Chapter 1

Corée du Nord et Iran : les deux derniers représentants de l'axe du mal

L'expression *Axe du mal* a pour la première fois été utilisée par Georges Bush lors de son discours sur l'Etat de l'Union. Elle est censée qualifier des pays soutenant le terrorisme et possédant des arme de destructions massives ou pouvant s'en procurer, et/ou ayant tendance à violer les traités de non prolifération et de désarmement qu'ils avaient signés. Les pays concernés à l'origine étaient l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

Cette qualification est à distinguer de celle d'*avant poste de la tyrannie* qui dans le discours de Condoleezza Rice le 18 janvier 2005 désigne en plus des pays précédents (mais sans l'Irak) :

- Le Myanmar (anciennement appelé Birmanie)
- Le Zimbabwe
- Cuba
- La Biélorussie

La notion d'avant-poste de la tyrannie fait elle seulement référence au régime politique interne du pays.

1.1 Corée du nord et Iran, la stratégie du nucléaire

1.1.1 La Stratégie de la Corée du Nord

Dans le cadre du développement de sa force de dissuasion la Corée du Nord mène deux programmes distincts mais complémentaires. Le premier est le développement du nucléaire militaire qui vise l'acquisition à terme de l'arme

nucléaire. Le second est le développement de missiles balistiques qui le cas échéant serviraient de vecteurs à la bombe nucléaire. Chaque avancée dans un de ces projets, si elle provoque inévitablement un regain de tension dans les relations internationales, pousse toutefois les interlocuteurs de la Corée du Nord à se remettre à la table des négociations et à offrir des alternatives au développement par la Corée du Nord elle-même de son nucléaire.

Les derniers faits marquants concernant la course au nucléaire militaire pour la Corée du Nord sont la crise des missiles balistiques qui se sont abimés en mer du Japon au mois de juillet 2006 et surtout le premier essai nucléaire de l'histoire pour la Corée du Nord le 9 octobre 2006.

1.1.2 La stratégie de l'Iran

C'est en 2005 avec l'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad au poste de président de la république que la conquête du nucléaire repart en Iran.

Le réformateur Mohammad Khatami élu deux fois président en 1997 et 2001 avait lui engagé une série de négociations sur la question du nucléaire avec l'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, dit UE3. Cette politique avait abouti en octobre 2003 à la décision par Téhéran d'appliquer le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), qui permet des inspections inopinées de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et en novembre 2004 à la signature d'un accord entre l'UE3 et l'Iran qui stipulait la suspension par Téhéran de son programme d'enrichissement de l'uranium.

Dès son arrivée à la tête du pays Mahmoud Ahmadinejad annonce son désir de reprendre la conversion d'uranium dans son usine d'Ispahan. Il revient donc tour à tour sur les accords passés entre et l'UE3, faisant fi des remontrances du conseil de sécurité, et annonce en avril 2006 que «l'Iran a rejoint les pays nucléaires» avec l'enrichissement d'uranium à 3,5% qui permet de produire du combustible nucléaire, grâce à une cascade de 164 centrifugeuses.

Dernièrement, le 25 octobre 2006, l'Iran a mis en service, dans son usine de Natanz, une deuxième cascade de centrifugeuses destinées à enrichir de l'uranium.

1.2 La stratégie du nucléaire pour être "respecté"

Le choix de ne pas cacher leur stratégie nucléaire pour la Corée du Nord et l'Iran est déjà en soit une politique de dissuasion plutôt du côté militaire pour la Corée du Nord qui veut se prémunir d'une attaque des Etats-Unis et plutôt du côté civil pour l'Iran qui veut devenir le porte parole légitime des pays en marge de la communauté internationale.

1.3 L'Iran, la Corée du Nord et les autres : des liens sur le nucléaire qui restent à éclairer

Si les liens réels qui unissent le développement du nucléaire entre la Corée du Nord et l'Iran ne sont pas toujours faciles à établir, il est cependant avéré que la Corée du Nord a vendu des missiles à l'Iran. Le Pakistan quant à lui a aussi bénéficié de la technologie balistique de la Corée du Nord et en échange a exporté sa technologie nucléaire à Pyongyang et à Téhéran. Ces éléments, ne mettent pas clairement en lumière une coopération entre la Corée du Nord et l'Iran sur le nucléaire mais montre en tous cas qu'il existe liens entre les pays qui veulent entrer dans le club des puissances nucléaires.

Chapter 2

Corée du Nord et Iran : une même course au nucléaire pour des objectifs différents

2.1 Deux situations politiques très différentes

2.1.1 Le nucléaire : une condition nécessaire et indispensable à la survie du régime de Pyongyang

Le régime de la Corée du Nord est considéré par certains comme "la première dynastie stalinienne" de l'histoire. En effet en 1994 Kim Jong-il prend la tête du pays suite au décès de son père Kim Il-sung, fondateur du régime en 1949.

La politique menée depuis 1949 suit l'idéologie du Juche qui vise notamment à acquérir une auto-suffisance économique et une autonomie militaire. La maîtrise de la technologie nucléaire paraît donc être un passage obligé d'une part pour pouvoir se prémunir, sans compter sur une aide extérieure comme la Chine ou la Russie, d'une attaque des Etats-Unis et d'autre part pour acquérir une auto-suffisance énergétique avec le nucléaire civil.

2.1.2 Le nucléaire : un moyen de devenir un acteur de premier plan au niveau mondial

La révolution islamique a eu lieu en 1979 en Iran. Jusqu'à l'arrivée à la tête du pays du conservateur Mahmoud Ahmadinejad en 2005, la politique menée par Téhéran s'inscrivait dans une dynamique de modernisation, notamment sous l'impulsion du président réformateur Mohamad Khatami.

Mahmoud Ahmadinejad a voulu faire prendre une nouvelle dimension à l'Iran en le dotant de la technologie nucléaire. Ainsi tout en se préservant en terme d'une attaque extérieure l'Iran pourrait acquérir une place de premier choix, fort de sa force de dissuasion nucléaire, pour pouvoir peser au niveau

des décisions internationales comme par exemple sur le cas du conflit israélo-palestinien.

Paradoxalement derrière une politique ouvertement dirigée vers le nucléaire militaire la Corée du Nord paraît surtout vouloir se doter d'une force de dissuasion défensive alors que l'Iran bien qu'il prône surtout l'acquisition d'une technologie nucléaire civile paraît aussi très intéressé par des visées impérialistes.

2.2 Enjeux géopolitiques autour de la Corée du nord et de l'Iran

2.2.1 La Corée du Nord : un tampon entre l'ancien bloc communiste et les Etats-Unis

Le choix pour régler le problème de la Corée du Nord de négocier à six (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Russie et Etats-Unis) montre la complexité des enjeux géostratégiques.

Si le Régime de Pyongyang était autrefois très proche de Moscou et de Pékin, les relations sont maintenant beaucoup plus distantes et Kim Yong-il ne peut maintenant compter que dans une certaine mesure sur la Chine pour le soutenir au niveau des négociations internationales.

L'existence de la Corée du Nord et de son régime permet en effet à la Chine de ne pas partager une frontière avec un pays hébergeant des forces armées américaines. mais justifiant par contre la présence des Etats-Unis dans secteur comme protecteur de la Corée du Sud.

2.2.2 L'Iran : un enjeu énergétique et géopolitique

L'Iran est le deuxième producteur de pétrole de l'OPEP et détient 10% des réserves mondiales confirmées de pétrole. Il a aussi la deuxième réserve mondiale de Gaz naturel. Ces ressources énergétiques lui donnent donc une influence sur l'économie d'un très grand nombre de pays.

L'Iran se présente par ailleurs de plus en plus comme le porte-parole de toutes les populations ou pays se sentant aggrésés par la politique de George Bush. Dans une certaine mesure la politique menée par l'Iran est la copie de celle menée par George Bush, mais dans le camp opposé. Cette situation ne peut donc être tolérée par Washington qui doit fragiliser la position de Téhéran voire même la mettre hors état de nuire.

Chapter 3

Enjeux géopolitiques des crises nucléaires impliquant la Corée du Nord et l'Iran

3.1 Des "crises" nucléaires très observées

Les puissances nucléaires "non officielles" comme Israël, l'Inde et le Pakistan ou les puissances nucléaires suspectées comme l'Iran et la Corée du Nord et les pays qui aimeraient bien rentrer dans ce club, observent avec intérêt chaque crise pour réajuster leur politique de dissuasion nucléaire.

3.2 Vers une nouvelle ère de relations internationales

La possession d'armes nucléaires par des pays "politiquement incorrects" va très probablement modifier les relations internationales mais comment ? Plusieurs scénarii sont envisageables:

- Le système actuel va évoluer mais l'impérialisme américain perdurera.
- L'apparition d'un certain nombre de pays n'acceptant plus l'impérialisme américain, après une crise inévitable, pourrait faire perdre la place centrale des Etats-Unis au niveau géopolitique et permettre à une organisation internationale de vraiment superviser les relations entre pays.
- Le basculement vers un nouveau type de guerre froide entre les pays qui dirigent le monde actuellement et ceux qui sont mis à la marge de la communauté internationale.

Part II

Quelques points de repères chronologiques

Chapter 4

Repères chronologiques concernant la crise nucléaire en Corée du Nord(1989-2006)

Par Catherine Gouëset

Paru dans LEXPRESS.fr

- **1989** : des photos satellite américaines dévoilent l'existence d'un centre nucléaire à Yongbyon, au nord de Pyongyang.
- **1993** : après s'être soumise à plusieurs inspections de l'AIEA, la Corée du Nord refuse que soient visitées des bases secrètes, et menace de quitter le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).
- **1994** : accord avec les Etats-Unis (sous la présidence de Bill Clinton). Pyongyang s'engage à geler son programme nucléaire militaire en échange de réacteurs civils à eau légère et de la fourniture de pétrole. Le projet de centrale à eau légère n'aboutira pas.
- **1998** : la Corée du Nord procède à un essai de missile longue portée qui survole le Japon.
- **1999** : Moratoire nord-coréen sur les essais de missiles. Washington allège ses sanctions.
- **Janvier 2002** : discours de George Bush sur l'"Axe du mal" dans lequel il inclut la Corée du Nord, aux côtés de l'Irak et de l'Iran.
- **Octobre 2002** : visite de l'émissaire américain James Kelly en Corée du Nord. A son retour, il déclare que le régime nord-coréen a admis

l'existence d'un programme d'enrichissement d'uranium. Washington déclare caduc l'accord de 1994.

- **Novembre 2002** : les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne suspendent leurs livraisons de pétrole.
- **Décembre 2002** : la Corée du Nord annonce la reprise de son programme nucléaire.
- **Janvier 2003** : la Corée du Nord annonce son retrait du Traité de non prolifération nucléaire.
- **Février 2003** : saisine de l'ONU par l'AIEA.
- **Avril 2003** : réunion de l'ONU. Les Etats-Unis souhaitent voir la Corée du Nord condamnée mais la Chine et la Russie s'y opposent, considérant le dossier strictement américano-nord-coréen. Aucune mesure concrète n'est prise à l'issue de la réunion.
- **Août 2003** : première réunion à six sur la dénucléarisation de la Corée du Nord réunissant la Corée du Nord, la Corée du Sud, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie. La Corée du Nord menace d'effectuer un essai nucléaire et se déclare puissance atomique.
- **Février 2004** : le père de la bombe pakistanaise, Abdul Qadeer Khan, reconnaît avoir fourni à la Corée du nord des transferts de technologie nucléaire.
- **Février 2005** : la Corée du Nord annonce la suspension pour une période indéfinie de sa participation aux négociations multilatérales.
- **Septembre 2005** : le 19, à l'issue d'une quatrième série de négociations, Pyongyang s'engage à abandonner son armement nucléaire en échange de la possibilité d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins civiles. Elle s'engage également à rejoindre le TNP. Mais le lendemain, Pyongyang pose de nouveau comme condition préalable au démantèlement de son programme la livraison des réacteurs à eau légère.
- **5 juillet 2006** : la Corée du Nord procède à sept tirs d'essai de missiles. L'ensemble des missiles s'abîme en mer du Japon. Le Japon saisit le Conseil de sécurité de l'ONU.
- **15 juillet 2006** : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution comportant des mesures "contraignantes" pour Pyongyang, exigeant la suspension des activités liées au programme de missiles balistiques.
- **3 octobre 2006** : Pyongyang annonce un prochain essai nucléaire pour renforcer son autodéfense face à l'hostilité des Etats-Unis.

CHAPTER 4. REPÈRES CHRONOLOGIQUES CONCERNANT LA CRISE NUCLÉAIRE EN CORÉE

- **9 octobre 2006** : la Corée du Nord annonce avoir procédé, avec succès, à son premier essai nucléaire.
- **14 octobre 2006** : le Conseil de sécurité de l'ONU décrète un embargo sur les armes, les matériels liés à la technologie nucléaire ou à celle des missiles, ainsi que sur les produits de luxe à destination de la Corée du Nord.
- **31 octobre 2006** : la Corée du Nord accepte de reprendre les " discussions à six ".

Chapter 5

Repères chronologiques concernant la crise nucléaire en Iran(2003-2006)

Par Catherine Gouëset

Paru dans LEXPRESS.fr

- Août **2003** : l'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, dit UE3, proposent des négociations à l'Iran sur le nucléaire.
- Octobre 2003 : accord entre l'UE3 et l'Iran. Téhéran accepte d'appliquer le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), qui permet des inspections inopinées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
- Février et mai **2004** : victoire écrasante des conservateurs à l'occasion des élections législatives.
- Novembre 2004 : Signature d'un accord entre l'UE3 et l'Iran. Téhéran suspend l'enrichissement de l'uranium.
- Juin **2005** : Mahmoud Ahmadinejad remporte l'élection présidentielle
- Août 2005 : Téhéran annonce son intention de reprendre la conversion d'uranium dans son usine d'Ispahan.
- Septembre 2005 : une résolution de l'AIEA (la Russie et la Chine s'abstiennent) prévoit un recours implicite au Conseil de sécurité des Nations unies.
- 10 janvier **2006** : l'Iran lève des scellés placés par l'AIEA sur plusieurs centres de recherche nucléaire.

- 4 février 2006 : l'AIEA décide de transmettre le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'Onu. En réaction, l'Iran renonce à appliquer le protocole additionnel du traité de non prolifération nucléaire signé en décembre 2003.
- 26 février 2006 : échec des négociations russo-iraniennes sur la création d'une société conjointe d'enrichissement de l'uranium iranien en Russie.
- 8 mars 2006 : l'AIEA transmet le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité.
- 29 mars 2006 : le Conseil de sécurité exige que l'Iran cesse ses activités d'enrichissement d'uranium et lui impose une date limite fixée au 28 avril.
- 11 avril 2006 : le président Ahmadinejad annonce que "l'Iran a rejoint les pays nucléaires" avec l'enrichissement d'uranium à 3,5%, qui permet de produire du combustible nucléaire, grâce à une cascade de 164 centrifugeuses.
- 25 avril 2006 : l'Iran avertit qu'il suspendra ses relations avec l'AIEA s'il est soumis à des sanctions.
- 28 avril 2006 : date butoir fixée par le Conseil de sécurité de l'Onu pour que l'Iran suspende ses activités d'enrichissement d'uranium.
- 3 mai 2006 : Paris et Londres déposent un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'Onu, demandant formellement à l'Iran de suspendre son programme d'enrichissement. Ce projet se réfère au chapitre VII de la charte de l'Onu qui peut ouvrir ultérieurement la voie à d'éventuelles sanctions voire à une intervention militaire.
- 8 mai 2006 : Mahmoud Ahmadinejad écrit à George W. Bush pour proposer de "nouveaux moyens" de régler les tensions dans le monde, geste sans précédent depuis la révolution en 1979.
- 12 mai 2006 : le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan appelle les Etats-Unis à dialoguer directement avec Téhéran pour résoudre la crise.
- 31 mai 2006 : Washington, dans un changement majeur de politique vis-à-vis de l'Iran, propose de participer directement aux négociations sur le programme nucléaire iranien aux côtés des Européens, à condition que Téhéran suspende son enrichissement de l'uranium.
- 1er juin 2006 : l'Iran se dit prêt au dialogue avec les Etats-Unis mais refuse de suspendre l'enrichissement d'uranium.

- 6 juin 2006 : le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, remet à l'Iran une offre dont les détails sont gardés secrets. Les grandes puissances proposent d'aider l'Iran à construire des réacteurs à eau légère et de lui accorder des avantages commerciaux s'il suspend l'enrichissement de l'uranium, mais elles n'évoquent pas de sanctions.
- 16 juin 2006 : l'Iran est "prêt à commencer à négocier", mais "sans conditions préalables", déclare le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araqchi.
- 31 juillet 2006 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution exigeant que l'Iran "suspende toutes les activités liées à l'enrichissement" d'uranium avant le 31 août, menaçant la République islamique de sanctions économiques et diplomatiques.
- 22 août 2006 : la République islamique refuse la suspension de l'enrichissement tout en proposant des "négociations sérieuses", par le biais d'un document remis aux Nations unies.
- 31 août 2006 : Téhéran ignore l'ultimatum fixé par les grandes puissances pour suspendre son enrichissement d'uranium. "L'Iran ne renoncera jamais à l'énergie nucléaire pacifique et à son droit absolu" en matière nucléaire, proclame le président Ahmadinejad.
- 25 octobre 2006 : l'Iran met en service, dans son usine de Natanz, une deuxième cascade de centrifugeuses destinées à enrichir de l'uranium.

Part III

Revue de presse

Chapter 6

Relations Corée du Nord - Iran

Corée du nord-Iran : l'axe de la prolifération

Ces crises nucléaires simultanées mettent en jeu la stabilité de la planète à l'horizon 2020.

Par Bruno TERTRAIS

QUOTIDIEN : Jeudi 12 octobre 2006 - 06:00

Bruno Tertrais maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales. Les deux grandes crises nucléaires que connaît le monde sont entrées simultanément dans une phase d'escalade depuis cet été. La Corée du Nord procède à un essai de missile balistique à longue portée ; l'Iran rejette les propositions occidentales ; Pyongyang annonce un essai nucléaire ; les grandes puissances se réunissent pour adopter des sanctions contre l'Iran, puis contre la Corée du Nord... Cette simultanéité est-elle le fait du hasard ? Ce n'est pas certain. On s'était moqué de George Bush lorsque celui-ci avait parlé en janvier 2002 d'un «axe du mal» comprenant l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Mais les liens entre les deux derniers pays sont nombreux. D'abord, ils entretiennent une coopération très étroite dans le domaine des missiles, et peut-être aussi dans le domaine nucléaire. La Corée du Nord a vendu sa technologie balistique à l'Iran et au Pakistan, et ce dernier a exporté sa technologie nucléaire à la Corée du Nord et à l'Iran. L'aveu du général Musharraf, dans ses Mémoires récemment publiés, quant au transfert de centrifugeuses modernes de type P2 à Pyongyang, fait craindre le pire ; en effet, l'on sait par les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique que l'Iran a bénéficié de la même technologie. Ensuite, chacun des deux pays observe attentivement la manière dont la communauté internationale se comporte avec l'autre. L'on a même parfois l'étrange impression que certaines de leurs actions sont coordonnées... Bien entendu, cela ne signifie pas que les deux cas

soient similaires. Du point de vue culturel, sociétal, politique et stratégique, presque tout sépare ces pays. Et même si l'état exact du programme iranien suscite de nombreuses interrogations, Pyongyang est beaucoup plus avancée dans le développement de la bombe que ne l'est Téhéran. La Corée du Nord a choisi de faire porter ses efforts en priorité sur la filière du plutonium, alors que l'Iran a choisi de recourir à la filière de l'uranium enrichi. Mais les deux pays ont au moins deux choses en commun : la volonté de défier l'Occident et l'utilisation de la carte nucléaire pour affermir la légitimité extérieure et intérieure du régime en place. Si le monde ne réagit pas très fermement à l'essai nucléaire annoncé par la Corée du Nord, nul doute que le camp des faucons iraniens se sentira conforté dans sa démarche de fuite en avant. Les Etats-Unis avaient déclaré dès 1994 qu'ils ne toléreraient pas une Corée du Nord nucléaire ; ils sont maintenant face à leurs responsabilités. Ne doutons pas un instant que Téhéran en tirera des conclusions sur la crédibilité des déclarations occidentales. Le vote de deux résolutions coup sur coup, en juillet dernier, par le Conseil de sécurité de l'ONU (n° 1 695 sur la Corée du Nord, n° 1 696 sur l'Iran) montre qu'il existe désormais un minimum de consensus international sur les dangers nucléaires. Mais ces textes seront-ils suivis d'actions concrètes significatives ? Rien n'est moins sûr, et les grandes puissances ont jusqu'à présent montré une extrême aptitude à la procrastination. On peut douter notamment de la disponibilité de Moscou et de Pékin à adopter une attitude de fermeté à la fois sur la crise iranienne et sur la crise nord-coréenne... Or, prises ensemble, ces deux crises détermineront notre avenir stratégique : un monde dans lequel la prolifération est freinée, ou un monde à 15 ou 20 puissances nucléaires. Ne nous y trompons pas : si la Corée du Nord et l'Iran vont jusqu'au bout, d'autres les imiteront, et ce qui est en jeu, c'est la stabilité de la planète à l'horizon 2020. Ceux qui estiment que l'«équilibre de la terreur» pourra jouer dans un monde à 15-20 Etats nucléaires se trompent d'époque, et commettent une double erreur. Erreur stratégique d'abord, car rien n'indique que les conditions d'un équilibre bilatéral puissent être transposées à une situation de multipolarité nucléaire. Erreur politique ensuite, car la mentalité des dirigeants iraniens et nord-coréens les pousse à prendre des risques que ne s'autorisait pas l'Union soviétique. A cet égard, il est particulièrement inquiétant que la Corée du Nord ait fait savoir à un visiteur américain, en septembre, qu'elle n'excluait plus désormais de transférer des matières nucléaires à d'autres acteurs. Ce qui reviendrait du point de vue des Etats-Unis au franchissement d'une ligne rouge absolue. Or George Bush ne pourra pas se permettre de dire, lorsqu'il quittera définitivement la Maison Blanche en janvier 2009, qu'il aura échoué vis-à-vis des trois pays qu'il avait choisi de stigmatiser publiquement en janvier 2002. Ainsi l'argument qui consiste à dire que l'enlisement des Etats-Unis en Irak empêche Washington d'envisager une nouvelle action militaire peut-il être renversé : l'échec irakien risque au contraire de faire passer doucement le scénario d'une action de force contre l'Iran, voire à

l'extrême contre la Corée du Nord, de l'ordre du possible à celui du probable.

Dernier ouvrage paru : Dictionnaire des enjeux internationaux, Autrement, 2006.

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/210006.FR.php>

Chapter 7

La Corée du Nord et la gestion de sa politique nucléaire

Nucléaire : la Corée du Nord prête à donner des garanties de non-prolifération

Philippe Pons

LE MONDE | 15.11.06 | 14h58 o Mis à jour le 15.11.06
15h00 PYONGYANG ENVOYÉ SPÉCIAL

La Corée du Nord souhaite la reprise "au plus tôt" des pourparlers à Six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie), mais exige qu'ils incluent, comme préliminaire à toute autre discussion dans ce cadre, des négociations sur les sanctions financières prises à son encontre par les Etats-Unis.

Dans l'accord sur la reprise des pourparlers à six, intervenu le 31 octobre à Pékin entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, Washington a accepté la création d'un groupe de travail sur cette question. Selon le quotidien japonais Mainichi, les deux parties devraient se rencontrer dès la semaine prochaine à New York pour débattre des sanctions. Le département d'Etat américain n'a pas confirmé cette rencontre. En marge du Forum Asie-Pacifique de coopération économique (APEC), qui s'ouvre à Hanoï, Américains, Chinois, Coréens du Sud, Japonais et Russes discuteront, en outre, d'une date de reprise des pourparlers, attendue probablement à la mi-décembre. Pyongyang avait fait de la levée des sanctions financières un préalable à la reprise de ces négociations suspendues depuis un an. "Nous n'en faisons plus un préalable : la question doit être replacée dans le cadre des pourparlers à six. Cette concession de notre part se justifie par le renforcement de notre position à la suite de la réussite de notre essai nucléaire", confie un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. "Les Etats-Unis ont à régler leur problème de politique intérieure à la suite des élections de mi-mandat, mais je pense que les pourparlers devraient reprendre dans

les meilleurs délais", poursuit-il. Le compromis permettant de lever des sanctions financières à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) sans faire perdre la face à l'une ou l'autre des parties sera laborieux, estime une source bancaire occidentale à Pyongyang. Le 15 septembre 2005, le département du Trésor américain a accusé Banco Delta Asia (BDA), de Macao, de blanchiment d'argent pour le compte du régime nord-coréen. Selon Washington, cette mise en accusation au moment où un accord de principe intervenait dans les négociations à six n'était qu'une "coïncidence" due à l'avancement de l'enquête. Sous la pression des États-Unis, les autorités de Macao, qui ont dû recapitaliser la BDA désertée par ses clients, ont gelé les comptes nord-coréens. Et Pyongyang s'est cabré, refusant de revenir à la table de négociation à six. Dans les mois qui suivirent, de peur d'être mises à l'index par Washington, des banques occidentales (mais aussi chinoises, mongoles et vietnamiennes) ont suspendu leurs transactions avec la RPDC, pénalisant toutes les opérations extérieures de celle-ci - licites ou non. Washington n'a jamais fourni les preuves de ses accusations. Récemment, le département du Trésor aurait admis que 8 sur les 24 millions de dollars gelés à la BDA étaient de l'"argent propre", mais se refuse à toute confirmation officielle. Un compromis sur le nucléaire ne sera pas moins difficile à trouver, à moins d'une flexibilité de la part de Pyongyang et de Washington. Pour la RPDC, bien que l'Union européenne (UE) ne fasse pas partie des pourparlers à Six, elle pourrait avoir un rôle de médiation. Les Européens soutiennent la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle à sanctionner la RPDC, mais on note à Pyongyang une souplesse dans leur approche qui contraste avec l'intransigeance japonaise. L'UE a notamment maintenu son assistance humanitaire à la RPDC en dépit de l'essai nucléaire. "Nous souhaitons que l'UE poursuive sa politique de stabilisation de la péninsule, et nous sommes prêts, pour notre part, à répondre à ses préoccupations en fournissant toutes les garanties de non-prolifération", poursuit notre interlocuteur.

Chapter 8

Négociations entre les Etats-Unis et L'Iran

La main tendue de Washington

LE MONDE | 30.06.06 | 16h16 o Mis à jour le 30.06.06 | 16h16

L'administration de George W. Bush semblait la moins à même de proposer l'ouverture de discussions avec Téhéran. L'anathème lancé par Washington contre les pays de l'« axe du mal » - où l'Iran se trouvait en bonne place -, les discours sur le « changement de régime », le grand projet de démocratisation du Moyen-Orient, tout cela ne prédisposait guère les Etats-Unis à faire en 2006 ce qu'aucune administration n'avait osé depuis 1979, quelle que soit l'évolution politique en Iran.

Et d'ailleurs, le moment semblait particulièrement mal choisi. L'Iran dit ouvertement qu'il " se moque " des demandes du Conseil de sécurité ; le nouveau président iranien ne cesse de répéter qu'il veut " rayer Israël de la carte " ; il propose de faire bénéficier d'autres pays de la technologie nucléaire ; et il affiche à chaque occasion ses regrets pour la belle époque de l'ayatollah Khomeiny. Quand on y songe, Bill Clinton était en bien meilleure position pour lancer une initiative de ce type : avec le président Khatami à Téhéran et un programme nucléaire beaucoup moins avancé qu'il ne l'est aujourd'hui, les risques étaient bien moindres. Mais l'obsession des années 1990 aux Etats-Unis était le contrat russo-iranien de la centrale de Boucheir, qui a envahi tout le champ diplomatique, et que Washington s'est finalement résolu à accepter en 2005, convaincu par les arguments des Européens. L'ouverture diplomatique de Washington à l'égard de Téhéran le 31 mai mérite donc des explications. Elle montre en tout premier lieu que le dossier nucléaire iranien n'est pas entre les mains du Pentagone, comme on veut trop souvent le croire, mais bien du département d'Etat. Les rapports de confiance très étroits qui existent entre George Bush et Condoleezza Rice ont été décisifs. Pendant que l'on s'interrogeait sur les différentes routes que pour-

raient prendre les avions, sur les cibles qu'ils pourraient frapper, et sur les représailles de l'Iran à l'attaque américaine, l'initiative diplomatique gagnait du terrain depuis quelques mois. En créant la surprise, Condoleezza Rice a aussi fait la preuve qu'elle a gagné une longue et importante bataille au sein de l'appareil d'Etat, notamment envers l'équipe du vice-président, Dick Cheney. Il y a à cela une première raison, qui est simple. Elle a convaincu le président que les Etats-Unis devaient éviter autant que faire se peut de se trouver devant le choix suivant : soit accepter une arme nucléaire iranienne, soit lancer une opération militaire - même strictement aérienne - contre l'Iran. Accepter une arme nucléaire iranienne serait difficile après avoir dit et répété - comme l'ont d'ailleurs fait les capitales européennes - qu'un Iran nucléaire serait " inacceptable ". Or les échéances se rapprochent. L'Iran ne cesse depuis le début de l'année de fournir des preuves non seulement de sa volonté - mais peut-être aussi de sa capacité - d'aller plus vite qu'on ne le croyait jusqu'alors. Les centrifugeuses sont assemblées à un rythme qui rend crédible la présence à Natanz de 3 000 machines à la fin de cette année, et le temps nécessaire pour produire la quantité nécessaire à un engin serait alors d'un an supplémentaire. Certes, la matière fissile n'est pas tout pour une arme nucléaire, mais c'est la partie la plus délicate. Dans ces conditions, les prévisions américaines d'une arme nucléaire " dans cinq à dix ans " doivent être revues à la baisse. Mais si l'acceptation d'un Iran nucléaire est exclue en raison de ses conséquences régionales et internationales, il ne reste guère que deux solutions pour Washington : retarder le programme en obtenant la suspension de l'enrichissement - par un " deal " ou des sanctions -, ou préparer une attaque, la seconde branche de l'alternative que Washington souhaite éviter. Après l'Afghanistan et l'Irak, ce serait en effet la troisième intervention militaire des Etats-Unis, et le soutien du Congrès, indispensable, est loin d'être acquis. Dans ces conditions, gagner du temps présente de réels avantages. La seconde explication est qu'il s'agit là pour Washington de la seule façon de démontrer aux Américains, démocrates ou républicains, mais aussi aux grands acteurs de cette crise, que tout a été tenté pour faire revenir Téhéran à la raison, y compris l'offre, jusqu'alors impensable, d'un dialogue direct. Si l'Iran souhaite parler à Washington, comme il l'a prétendu dans une lettre il est vrai plus insultante qu'engageante, autant le prendre au mot. Et si Téhéran ne saisit pas l'offre qui lui est faite, Washington pourra espérer obtenir enfin de Moscou et de Pékin un soutien pour des sanctions graduées. Ce dernier objectif est transparent. Il explique le moment choisi pour l'annonce américaine, juste avant une réunion à Vienne sur les incitations économiques, commerciales, énergétiques et politiques que les Européens étaient prêts à faire à Téhéran, mais aussi en cas de refus sur les sanctions. Cette stratégie a payé. D'emblée, avant même la tenue de cette réunion capitale, les Etats-Unis ont reçu le soutien de Moscou, de Pékin, mais aussi de Mohamed ElBaradei, le directeur général de l'AIEA. Et les résultats annoncés le 1er juin à Vienne sont inespérés : les cinq mem-

bres permanents et l'Allemagne sont parvenus à un accord sur la base de l'approche européenne : incitations et sanctions. Nul doute qu'un tel résultat eût été impossible sans l'initiative du département d'Etat. Washington a donc choisi une voie où il ne pouvait guère perdre. Ou bien l'Iran fait enfin ce qui lui était demandé depuis des mois et revient à la suspension de toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement, et c'est une incontestable victoire, ou bien Téhéran maintient sa position intransigeante, et l'accord sur les sanctions permet désormais d'exercer une vraie pression. Les premières réactions en Iran ont été négatives, mais il faut laisser la réflexion faire son oeuvre. Car personne ne peut ignorer à Téhéran que les activités dont il est question n'ont aucune justification civile : même en admettant que l'uranium enrichi de Natanz ait pour objectif de fournir du combustible à l'unique centrale qui se trouve sur le sol iranien - celle de Boucheir de conception russe -, les codes russes seraient indispensables pour le faire. Or personne n'envisage à Moscou de procurer ces codes à Téhéran. En refusant l'offre qui lui est faite, Téhéran avouerait donc ouvertement son ambition militaire. Si les Iraniens ont une sensibilité bien compréhensible à l'exercice de leurs " droits " au nucléaire civil - que personne ne leur dénie, pas même les Etats-Unis -, il est beaucoup moins sûr qu'ils soutiendraient un projet militaire qui ne leur a jamais été révélé et qu'ils risqueraient de payer cher, au moment même où ils attendent une amélioration de leurs conditions de vie. En outre, après avoir si souvent répété que l'arme nucléaire était contraire à l'islam, comment expliquer le choix de la produire ? Personne ne sous-estime l'intelligence tactique de Téhéran. Mais à malin, malin et demi. Dans la partie de poker qui se joue sur le programme nucléaire iranien, l'avantage semble être passé le 1er juin dans le camp adverse. Pour combien de temps ?

Remerciements

Je vous remercie de votre lecture et remercie l'association Pollens de m'avoir permis d'approfondir plus que je ne l'aurais fait sans son aide ce sujet.